

## LE MOUVEMENT FÉMINISTE EN TURQUIE, INITIATEUR D'UN NOUVEAU CYCLE DE CONTESTATION

PINAR SELEK

**Abstract.** This article consists of an inquiry about the Turkish feminist movement as an indicator of the past and present political stakes (ever since the founding of the nation-state, to the querying movements of the last two decades). The author interrogates the specificity of the totalitarian and oppressive regimes in Turkey through the lens of the local social movements and the diversity of forms of protest. The feminist movement is the first to introduce to the political sphere topics such as sexuality, body, marriage, reproduction, family – i.e. subjects that, until the 1980s, were considered to be private, and therefore non-political. The Turkish example stresses the complex and relational (and thus dynamic) character of the social protest, conceived as both reality and action. Hence, even a society full of constraints imposed by a monopolistic power, although blocking collective action, can create favourable political circumstances for different forms of protest as well as for alliances, even if sometimes only punctual.

*Keywords:* *turkish feminism; turkish nationalism; social movements; collective mobilization.*

Le printemps 2013 jette une nouvelle lumière sur la Turquie et met le pays au centre de l'attention internationale. Les « manifestations de la place Taksim », en mai et juin 2013, sont interprétées par plusieurs observateurs comme étant une révolution voire « le mai 68 turc », « le printemps turc » ou la « Commune de Taksim ». En dépit d'un régime non-démocratique, de la guerre civile et des gouvernements néoconservateurs, un nouveau cycle de contestation en Turquie, avec sa multiplicité, sa créativité, son pacifisme résistant, étonne les journalistes locaux et internationaux. Pour comprendre ce qui est « nouveau », il nous faut contribuer à aborder ces mobilisations « inattendues » à partir des transformations sur lesquelles elles s'appuient. Il s'agit en fait d'une révolution qui continue depuis une vingtaine d'années dans l'espace

militant protestataire en Turquie. Le mouvement féministe a joué un rôle déterminant dans ce processus en dévoilant les tensions entre les luttes de liberté et les multiples mécanismes de domination, en visant, donc, aux multiples faces de la domination masculine. Pourquoi et comment ?

### **L'émergence du mouvement féministe met en question les fondements de l'Etat-nation turc**

Les racines du féminisme en Turquie plongent loin dans l'histoire, mais cela ne fait que trente ans qu'il existe en tant que mouvement social. L'histoire sociale du féminisme en Turquie révèle, paradoxalement, la force du patriarcat kémaliste et l'énergie qu'a exigée la déconstruction de ses poncifs. Cette histoire débute au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles avec les premières organisations et revues féministes, dont plusieurs sont créées également par des Arméniennes, des Grecques, des Juives et des Kurdes dans le sillage des mouvements émergeant en Europe. À cette époque, il existe une trentaine d'associations de « solidarité entre femmes » qui posent des questions pro-féministes. Le premier coup qu'a subi ce mouvement est le génocide précédant le nettoyage ethnique : il s'éloigne ainsi de ses fondatrices « non-musulmanes » et devient turc. Suite à l'instauration de la République de Turquie en 1923, quelques militantes de ce réseau décident de lancer ensemble un parti politique, le Parti progressiste des femmes, qui défendra leurs intérêts tout en participant à l'élaboration du nouveau régime. Les fondateurs de la République turque étant fermement opposés à toute organisation indépendante de femmes, le parti est très vite interdit et ses dirigeantes se retrouvent exclues du champ politique. Les autres sont appelées à travailler dans des organismes d'aide sociale et de bénévolat caritatif. En 1926, les femmes turques ont obtenu le droit de vote et en 1938, le droit d'éligibilité. Nous voyons ainsi les députées du Parti républicain du peuple (CHP, le parti unique) et les militantes partisans dans les commissions de femmes. Les réformes encouragent les femmes à participer activement à la vie de la Nation, sans pour autant négliger leur rôle domestique.

La spécificité du régime répressif turc est contenue dans la définition constitutionnelle de la citoyenneté républicaine : le monisme prévaut dans tous les domaines, celui de l'ethnicité, des modes de vie et tenues vestimentaires, des relations entre les sexes. L'aspect nationaliste et militariste du processus de modernisation qu'a connu la Turquie est vécu comme une ingénierie sociale : les femmes instruites, les cheveux et les jupes courtes deviennent le symbole de la nouvelle République. La participation des femmes à la vie économique, sociale et politique grandit autour d'une nouvelle identité dessinée et délimitée par les hommes. Les autorités inventent des règles qui déterminent le partage du travail entre les sexes, en assignant aux femmes et aux hommes des missions différentes. Les relations entre les femmes, les hommes, les familles et l'Etat, s'établissent au gré des nécessités nationales. Les « citoyennes modernes », qui réussissent à combiner les valeurs traditionnelles et leurs nouvelles responsabilités sociales, occupent en réalité des places bien définies dans l'espace tant privé que public. Présentés comme une preuve d'émancipation, les rôles qu'elles assument les posent en exemples des avantages qu'il y a à bénéficier de la protection et des attentions de l'État, que ce soit dans la sphère sociale ou dans la sphère familiale.

Le parcours des filles adoptives de Mustafa Kemal illustre le caractère patriarcal de cette pseudo-émancipation. Afet İnan (professeure d'histoire) et Sabiha Gökçen (pilote de guerre) ont été élevées, par la volonté du Père sacré de la Nation, pour servir de modèles à la nouvelle génération féminine. Avant le vote, en 1934, de la loi sur les patronymes, Mustafa Kemal accolait à son nom le titre de « Gazi » (qui signifie victorieux de la guerre pour l'islam) ; après 1934, il choisit pour lui-même le nom d'ATA-TÜRK, autrement dit le « Papa des Turcs ». Le plus haut représentant de l'Etat se veut donc le père de tous les Turcs et, comme on le dit, leur « professeur en chef ». Explicitement patriarcal, le projet qui préside à la naissance de la nation turque l'intègre en outre à un appareil d'État militarisé. Le rôle que les femmes sont appelées à y jouer a été précisément pensé et défini par Mustafa Kemal. Symbole de son projet républicain, la « femme républicaine », exaltée pour son patriotisme, promue professionnellement pour son courage et son talent, reste en réalité, dans la vie privée, totalement assujettie à la volonté de son père et mari. Un demi-siècle plus tard, le

mouvement féministe des années 80 dénoncera cette image faussement émancipée conçue pour servir les visées nationalistes d'un régime patriarcal.

En Turquie, le mouvement féministe représente une dissidence inédite pour la structure républicaine, car son projet qui va bien au-delà de la lutte pour l'égalité, remet en cause, pour la première fois, cette émancipation conçue pour servir la Nation, et avec elle tout l'ordre social construit par le darwinisme – social du kémalisme. Il remet en cause la définition de citoyenneté républicaine et dénonce le caractère patriarcal de la République, le machisme du kémalisme et la récupération de la cause des femmes par le nationalisme turc. Tourner le dos au modèle emblématique qu'incarne Sabiha Gökçen, pilote de chasse et héroïne de guerre, cela suffit en soi, comme le dit Hannah Arendt, à « déclencher un nouveau processus » (Arendt 1995, 23) : celui qui, en l'occurrence, porte sur l'élaboration d'une nouvelle expression de genre féminin.

### **Changer le répertoire de l'espace militant**

Dans ce pays-carrefour aux portes de l'Europe, la Turquie contemporaine, héritière d'un Empire ottoman, une expérience démocratique précoce et fragile se manifeste : l'État, en s'imposant comme la figure centrale de la démocratie malgré le système parlementaire, donne au régime une dimension autoritaire, avec son armée qui prend par exemple le pouvoir à plusieurs reprises.

Entre les années 1960 et 1980, l'espace militant de contestataire de ce contexte, était représenté principalement par les mouvements de la gauche qui rassemblaient des centaines d'organisations et qui jouaient un rôle essentiel dans l'écriture du répertoire militant. Radicalisé contre la répression, les mouvements de gauche englobent dans leur stratégie l'ensemble des causes politiques défendues par l'opposition. De nombreuses femmes participent à la lutte pour la révolution. Avec l'émergence et le développement des mouvements de gauche, une nouvelle interprétation de la cause des femmes en est proposée selon une vision marxiste-léniniste qui conditionne leur émancipation à la révolution de la classe ouvrière. L'examen de l'action collective des mouvements de gauche à l'épreuve

d'une perspective de genre, dévoile comment les rapports sociaux de sexe contribuent à structurer les mouvements en les affectant au niveau de la participation, au niveau structurel et au niveau de revendication (Fillieule 2009). Les discours de liberté et d'égalité masquant les rapports sociaux de sexe et leurs effets, les logiques patriarcales à l'œuvre dans les mouvements de gauche sont moins visibles que dans les autres groupes politiques. Sous l'idéologie de la neutralité (Acker 1990, Bargel 1990, Falquet 1996) se dissimulent les rapports sociaux de sexe, c'est ainsi que le modèle de la « femme révolutionnaire » prend le relais de la « femme républicaine ».

Le troisième coup d'État, le 12 septembre 1980, marque une rupture dans l'histoire contemporaine de la Turquie par sa brutalité, son ampleur, et la stabilité du régime qui en a découlé. Le mouvement féministe émerge durant cette période de peur et de paralysie qui traumatise durablement une génération. Quand les organisations de gauches sont liquidées, la plupart des militantes se retrouvent dans les cercles de solidarité. Les familles des prisonnièr.e.s s'organisent avec les autres militan.e.s pour lutter contre la torture policière systématique, les conditions inhumaines dans les prisons et les lois anti démocratiques. Étant donné que la répression ne permet pas de manifester ou de créer d'organisation officielle, cette mobilisation s'appuie sur les réseaux des organisations de gauche. Ses fondatrices ont antérieurement connu une phase de militantisme partisan dont elles ne gardent pas un bon souvenir. Dans les organisations où elles militaient, elles n'occupaient que rarement des postes à responsabilités. Une fois les hommes emprisonnés, elles se sont trouvées psychologiquement abattues, mais « libres » de partager leurs vécus et de réfléchir sur leurs expériences en tant que femmes et sur les rapports sociaux de sexe dans leurs organisations. Cette réflexion est nourrie par les intellectuelles, les jeunes femmes rentrées au pays après leurs études à l'étranger et qui ont une expérience directe du mouvement féministe en Europe des années 1970. Les débats autour de multiples traductions entraînent la politisation du mécontentement ainsi que les « groupes de conscience » servent de catalyseur au mouvement. Durant la répression meurtrière qui ne permet à aucune opposition de s'exprimer, le mouvement féministe émerge ainsi comme une cause inédite en sortant du cercle traditionnel,

parlant de rapports sociaux inconnus, et déclenche un nouveau cycle de contestation en Turquie.

Le mouvement féministe est le premier à faire entrer sur cette scène politique des sujets comme la sexualité, le corps, le mariage, la reproduction, la famille, auparavant considérés comme des domaines privés, donc non politiques. En donnant corps à ces revendications, les féministes en ont fait des sujets de politique publique. L'émergence d'un nouveau vocabulaire et le fleurissement d'une libération cognitive favorisent les nouvelles interprétations du monde et les nouvelles organisations : les revendications basées sur la sexualité, le genre et les appartenances ethniques se font plus visibles et plus déterminantes dans l'espace militant contestataire qui devient multi-organisationnel (Curtis & Zurcher 1973).

Dans ce nouvel espace de débats, c'est grâce à l'émergence du mouvement féministe et à sa confrontation avec les tabous que la question de l'orientation sexuelle peut trouver sa place. Avec les années 1980, les problèmes qu'on supposait être privés et confidentiels sont devenus publics ; la sexualité est sortie de son abri, le terrain 'privé' est décrit dans un langage provocateur. Le mouvement féministe qui fait figure d'initiateur, en servant d'incubateur à l'apparition de différents mouvements comme les écologistes, antimilitaristes et le mouvement LGBT qui adoptent son mode d'organisation et d'action. Cela donne lieu à une poussée d'autonomie dans plusieurs groupes, à une mutation des formes de mobilisation. Cette autonomisation fait naître un nouveau cycle de contestation. L'anti autoritarisme est l'esprit à l'origine de ce cycle qui entraîne un changement majeur dans les formes d'action collective. En remettant en cause les vérités idéologiques de l'Etat-nation et des mouvements de la gauche, les militantes dépassent la contestation de la domination pour remettre en question également le savoir dominant et, par conséquent, la certitude de la « vérité ». Cela favorise une forme de *revitalisation politique* (Sommier 2001) dans un contexte de crise. L'émergence du mouvement féministe apporte donc à l'espace militant contestataire la pluralité et la diversité des causes politiques et des actions protestataires. Sa persévérance lui permet d'obtenir une reconnaissance relative : il influence les politiques publiques, mais pas

les structures politiques. Même si les gains ne sont pas structurels, il s'agit d'un impact culturel.

### **Convergences des mouvements contestataires : une révolution non-structurelle**

L'exemple de la Turquie dévoile le tissu complexe des réalités » (Morin 2005, 19), le caractère relationnel, donc dynamique, de l'action protestataire et montre qu'un univers de contraintes imposées par un pouvoir monopolistique, même s'il bloque l'action collective, peut également créer les circonstances politiques favorables à l'émergence de ceux-ci, à leurs alliances, même ponctuelles. Dans les mobilisations sociales en Turquie, notamment dans le mouvement féministe, nous voyons, plusieurs tactiques développées pour s'adapter à la répression. Face à la législation stricte qui encadre les manifestations, les militant.e.s inventent par exemple des nouvelles formes d'action: en organisant des « conférences de presse en plein air » (Uysal 2006) ou en envoyant des lettres au gouvernement qu'elles font partir des grandes postes des centres villes. Des personnages médiatiques (Uysal 2008) apparaissent dans ces manifestations pour amplifier leur écho dans les médias, mais aussi pour protéger les militant.e.s de la répression policière.

La répression étatique favorise également le rapprochement, l'association, et la collaboration des différents mouvements contestataires. Le mouvement féministe partageant ainsi le même univers de contraintes et de pouvoir monopolistique, a une interdépendance réciproque avec les différents mouvements : LGBT, antimilitariste, écologiste, gauche, kurde, arménien. Dans le contexte en Turquie, le monisme dans tous les domaines, du champ politique à la vie privée, en faisant ressortir la structure intersectionnelle des rapports sociaux de sexe, de sexualité et d'ethnicité, en participant à la constitution des conditions de leur émergence encourage les alliances entre ces mouvements.

L'espace militant en Turquie, à côté de son caractère multi-organisationnel, est un champ de clivages et de conflits liés aux rapports sociaux de sexe, de classe, d'orientation sexuelle et de domination ethnique, tous ces rapports étant imbriqués. Les rapports sociaux qui

contribuent à structurer ces mouvements (Falquet 1999) donnent lieu à des conflits entre eux mais grâce au maintien de leurs alliances, ils provoquent des transformations par des luttes internes. Ceux-ci édifient de nouveaux champs de débats politiques à propos des cadrages théoriques sur lesquels les mouvements s'appuient, pour qu'ils répondent davantage aux différentes problématiques de sexe, de classe, de nationalité, d'appartenance ethnique, d'orientation sexuelle. Qu'elle soit technique, stratégique ou fondée sur le besoin, cette interdépendance crée une possibilité d'articulation des différentes causes politiques. Les convergences des mouvements contestataires malgré leurs divergences, donnent lieu à leurs interactions qui favorisent des innovations dans l'espace militant contestataire en Turquie et à la diffusion des mobilisations contestataire au-delà des organisations et des revendications initiales. Après une dizaine d'années de coopération dans des actions ponctuelles, les mouvements innovent, débordant de leurs propositions programmatiques de départ et s'engagent dans la lutte contre des problèmes publics plus généraux.

Selon Hannah Arendt, la pensée politique est essentiellement fondée sur la faculté de juger (Arendt 1995). Les militant.e.s qui se questionnent, qui se renouvellent peuvent ouvrir de nouvelles voies par cette faculté de juger et par leur décision permanente de prendre l'initiative. Jacques Rancière définit le processus de subjectivation comme un processus de désidentification ou de déclassification. « La subjectivation politique est (...) un croisement d'identités reposant sur un croisement... » (Rancière 1998, 118-119).

Même si le mouvement féministe a émergé et s'est développé en s'autonomisant, il est vu comme un allié par plusieurs mouvements contestataires en tant qu'acteur significatif dans l'espace militant par le multi-engagement de ses militantes et leur participation dans les différents mouvements. Sa proximité avec le mouvement LGBT, son influence sur celui-ci est notable. Plusieurs groupes féministes, notamment kurdes, influencés par la troisième vague féministe (Black féminisme) sont tournés vers la lutte contre le patriarcat qui est analysé à travers ses imbrications avec les autres rapports de pouvoir.

Dans l'espace militant en Turquie, l'émergence du mouvement féministe ainsi que sa convergence avec les autres mouvements contestataires, depuis 30 ans, ont une influence sociale qui entraîne elle-même ses



propres conséquences. La participation de la nouvelle génération se réalise sur *l'apprentissage des luttes communes* (Sommier 2009, 511), les croisements des réseaux et les innovations successives de l'espace militant où les concepts et les répertoires, les idées, les expériences voyagent. Cette transformation va de pair avec l'innovation des modalités de mobilisation et de l'organisation interne des mouvements contestataires, en transformant ses mécanismes constituants et en créant des coordinations passagères. Sans comprendre les effets des convergences des mouvements contestataires, l'élargissement et la transformation des cadres et des sources d'influences, l'innovation des moyens de mobilisation, des formes d'organisation et d'action, il est difficile de comprendre la résistance « inattendue » portée par les militant.e.s de ces réseaux interdépendants.

Le fait que les frontières deviennent plus en plus floues (Fillieule 2009, 27) crée des possibles aux multiples subjectivations collectives qui ne sont propres à aucune position sociale, politique, idéologique ou identitaire préexistante. Naissent ainsi des manifestations épisodiques et des créativité inédites qui battent, par multiples moyens, les multiples tentacules du patriarcat, dans cette région.

## BIBLIOGRAPHIE

- ACKER, Joan. 1990. Hierarchies, jobs, bodies: A theory of gendered organizations. *Gender & Society*. 4 : 139-58.
- ARENDT, Hannah. 1995. *Qu'est-ce que la politique*. Paris : Seuil.
- BARGEL, Lucie. 1990. La socialisation politique sexuée : apprentissage des pratiques politiques et normes de genre chez les jeunes militant.e.s. *Nouvelles Questions Féministes*. 24 (3) : 36-49.
- CURTIS Russell & Louis ZURCHER. Stable Resources of Protest Movements: The Multi-Organizational Field. *Social Forces*. 52 : 53-61.
- FALQUET, Jules. 1999. La coutume mis à mal par ses gardiennes mêmes: revendications indiennes zapatistes. *Nouvelles questions féministes*. 20 (2) : 87-11.
- FALQUET, Jules 1996. Entre rupture et reproduction: femmes salvadoriennes dans la guerre révolutionnaire (1981-1992). *Nouvelles Questions Féministes*. 17 (2) : 5-38.
- FILLIEULE, Olivier. 2009. *Le Sexe du Militantisme*. Paris : Edition Science Po Les Presses, Collection Sociétés en Mouvement.

- FILLIEULE, Olivier. « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? », *Politique et Sociétés*, Vol. 28, numéro 1, 2009 .
- MORIN, Edgar. 2005. *Introduction à la pensée complexe*. Paris : Éditions du Seuil.
- RANCIERE, Jacques. 1998. *Au bord du politique*. Paris : Folio essais.
- SOMMIER, Isabelle. 2009. Le mouvement altermodialiste. in Antonin COHEN, Bernard LACROIX, & Philippe RIUTORT eds. *Nouveau manuel de science politique*. 2009.
- SOMMIER, Isabelle. 2001. *Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*. Paris : Flammarion.
- UYSAL, Ayşen. 2008. *Turquie : dynamiques des manifestations de rue*. Paris & Louvain-la-Neuve : *Alternatives sud*, Volume 14, *Etat des Résistances dans le sud*, Centre tricontinental et Syllepse.
- UYSAL, Ayşen. 2006. Maintien de l'ordre et répression policière en Turquie. In Donatella DELLA PORTA & Olivier FILLIEULE eds. *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*. Paris : Presses de Sciences Po.